



I'm not robot



I am not robot!

La loi handicap réaffirme l'obligation d'emploi d'au moins 2% de travailleurs handicapés pour les entreprises de plus de 15 salariés, renforce les sanctions, crée des incitations. Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé: version pour enfants et adolescents, CIF-EA – Reprint View/ Open (Mb) Texte de lois Les lois principales régissant le secteur du handicap LA COMMANDE PUBLIQUE Il faut entendre par «commande publique», les orientations qualitatives des missions exprimées dans les textes de référence principaux. Enfin, l'article de la loi introduit l'obligation pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux de respecter les orientations qualitatives. Comme différents textes de lois le signalent, la reconnaissance et la prise en compte du handicap sont plus nettement affirmées, ouvrant la voie à une société inclusive. Texte de lois Les lois principales régissant le secteur du handicap. La loi du 27 février 2005 sur les grandes avancées Le droit à compensation financière du projet de vie La scolarité L'insertion en milieu ordinaire L'emploi non-discrimination au travail L'accessibilité Vie autonome et dignité des personnes en situation de handicap Réalisations Les articles de la loi n° 2005-1057 garantissent l'accessibilité aux bâtiments, espaces publics et aux transports. Le décret relatif aux normes techniques d'accessibilité précise certaines des dispositions de la loi Introduction Objectif du manuel Importance de la protection de l'enfance Structure du manuel Utilisation du manuel Section Comprendre Ce Qu'on Entend Par "Protection De L'enfance" Créer un environnement protecteur pour les enfants Adopter une approche systémique de la protection de l'enfance 5 À travers ces différentes dispositions légales, la loi de 2005 aspire à favoriser l'accès direct et durable à l'embauche des personnes handicapées et à créer une politique d'emploi encore plus inclusive La loi handicap réaffirme l'obligation d'emploi d'au moins 2% de travailleurs handicapés pour les entreprises de plus de 15 salariés, renforce les sanctions, crée des incitations et les étend aux employeurs publics LA COMMANDE PUBLIQUE.